

Mais l'impuissance de cette politique depuis la guerre est lourde de conséquences. Si durant toute la période d'expansion qui a suivi la guerre, alors que le niveau de vie augmentait sensiblement, la conscience ouvrière s'est facilement reconnue dans cette politique, il n'en va plus de même lorsque les travailleurs se radicalisent à la suite de crises sociales, politiques, ou économiques. Les traditions d'organisation de la classe ouvrière s'alimentent un tant soit peu d'épreuves pratiques de l'efficacité de l'orientation même réformiste de ses organisations. Et c'est précisément en grande partie par l'inadéquation totale de cette politique à la situation nouvelle que s'explique le détachement progressif d'abord de milieux périphériques de la classe ouvrière, puis de jeunes ouvriers, si ce n'est encore l'ensemble de la classe ouvrières, de ses organisations traditionnelles. En France, depuis plus de vingt années, le P.C.F. n'a gagné aucune victoire pour la classe ouvrière, et il y a là, indépendamment de la crise mondiale du stalinisme, un facteur décisif dans la décomposition de l'hégémonie stalinienne.

Par là également peut s'expliquer en retour la déliquescence organisationnelle croissante du P.C.F. Les cellules d'entreprises ne vivent plus, en dehors parfois de l'animation du travail syndical, parce qu'elles ne servent plus à rien. La politique se réfugie au sommet, le syndicalisme a tendance à suivre la même voie : seuls comptent les négociations au sommet, sinon les syndicats deviennent des organismes qui ne peuvent plus intervenir qu'au niveau le plus élémentaire. Les hésitations de la C.G.T. à s'engager dans une politique contractuelle l'enferment dans une contradiction insoluble. C'est la seule porte ouverte par le capitalisme, et son incapacité à promouvoir d'autres types de luttes la réduit à l'impuissance. Quant au fond, c'est là, la même impuissance que celle du Parti Communiste : la bourgeoisie ne peut plus accepter le maintien de la démocratie parlementaire prônée par le P.C. et ce dernier ne peut pour des raisons qui tiennent tant à sa nature bureaucratique qu'à ses attaches internationales offrir d'autres perspectives.

Cette impuissance se traduit au niveau élémentaire par une désaffection croissante des travailleurs vis-à-vis des mots d'ordre de leurs syndicats. Les refus des grèves de quelques heures, déjà fréquents avant mai, la hargne même que l'on rencontre dans certaines grosses entreprises envers les responsables syndicaux, sont révélateurs d'une classe ouvrière relativement consciente de l'impuissance du réformisme — et qui reste pourtant prisonnière du cadre de pensée stalinien : soit la politique actuelle du syndicat, soit l'insurrection tout de suite.

EN FRANCE :

LE MOUVEMENT OUVRIER FACE AU GAULLISME

En France, cette politique d'intégration, esquissée sous la IV^e République, a surtout été appliquée après l'instauration de l'Etat fort en 1958.

La politique gaulliste a consisté en un mélange de menaces et de séduction pour tenter de la faire accepter par les syndicats. Des atteintes étaient portées au droit de grève (préavis, réquisition), en même temps que l'on tentait de faire accepter aux di-